

SARL J.GRENOUILLET
56, rue du Faubourg Saint Antoine
75012 - PARIS

Philippe GUILLARD
107, boulevard Raspail
75006 - PARIS

MASTRAD

Société Anonyme
Au capital de 2.408.382,20 Euros

32 bis/34, Boulevard de Picpus
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

COMMISSARIAT AUX COMPTES

de

I'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXES

Le 16 octobre 2019

MASTRAD S.A.

Société Anonyme
Au capital de 2.408.382 Euros

32bis/34, boulevard de Picpus
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019

Aux Actionnaires,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MASTRAD SA relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans l'annexe sous les chapitres 1- « activité de la société et faits caractéristiques », 2-« Evènements postérieurs à la clôture », 3-« règles et méthodes comptables ».

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, entre autres, des immobilisations, des créances et des dettes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations comptables

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des amortissements sur les immobilisations incorporelles, l'appréciation des immobilisations financières et les provisions sur stocks et sur créances, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 30 juin 2019 s'établit à 386.723 euros sont évalués à leur coût de revient et, sur la base de leur valeur d'utilité, ne font pas l'objet de dépréciation selon les modalités décrites dans l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations, tout en sachant que celles-ci reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

- Conclusion

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de gestion du Président consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

6 - Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,
Le 16 octobre 2019



Jean GRENOUILLET
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris



Philippe GUILLARD
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris

ANNEXES

I. BILAN AU 30/06/2019

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 30/06/2019	Net 30/06/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	382 885	166 208	216 678	177 972
Frais de développement	436 476	402 339	34 137	33 215
Concessions, brevets et droits similaires	654 817	616 218	38 599	27 733
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	229 069		229 069	290 707
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	2 865 358	2 401 005	464 353	303 919
Autres immobilisations corporelles	921 780	814 754	107 026	119 618
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	179 457		179 457	281 244
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 817 625	3 430 903	386 723	371 753
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	350 001	350 001		
Prêts				
Autres immobilisations financières	224 683	150 722	73 962	78 139
ACTIF IMMOBILISE	10 062 152	8 332 149	1 730 003	1 684 300
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	8 267		8 267	8 267
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 215 825	575 938	1 639 887	1 770 255
Avances, acomptes versés sur commandes	10 897		10 897	24 625
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 157 320	324 023	833 297	796 920
Autres créances	6 144 811	1 056 517	5 088 294	4 194 765
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :	118 737	118 734	3	1 731
Disponibilités	86 905		86 905	382 065
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	316 041		316 041	331 647
ACTIF CIRCULANT	10 058 803	2 075 211	7 983 592	7 510 275
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	26 024		26 024	121 002
TOTAL GENERAL	20 146 978	10 407 360	9 739 619	9 315 576

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
Capital social ou individuel (dont versé : 2 408 382)	2 408 382	2 061 493
Primes d'émission, de fusion, d'apport	11 292 577	10 839 470
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	88 413	88 413
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	1 856 453	1 856 453
Report à nouveau	-8 176 053	-7 189 716
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 051 721	-986 337
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	6 418 051	6 669 776
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	201 024	143 783
Provisions pour charges		
PROVISIONS	201 024	143 783
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	1 807	6 674
Autres emprunts obligataires	1 039 996	100 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 666	4 143
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 532	31 373
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 160 727	1 115 989
Dettes fiscales et sociales	321 543	397 145
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	547 231	816 931
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	3 076 502	2 472 256
Ecarts de conversion passif	44 042	29 761
TOTAL GENERAL	9 739 619	9 315 576

II. COMPTE DE RESULTAT AU 30/06/2019

Rubriques	Exercice 2019			Exercice 2018
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	3 339 332	1 477 329	4 816 661	4 993 683
Production vendue de biens	-27 133	-13 741	-40 874	-12 178
Production vendue de services	80 969	39 793	120 762	100 258
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 393 168	1 503 381	4 896 549	5 081 763
Production stockée				
Production immobilisée			131 167	86 936
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			51 244	67 073
Autres produits			783	6 094
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 079 743	5 241 865
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 909 531	1 793 007
Variation de stock (marchandises)			178 539	418 878
Achats de matières premières et autres approvisionnements			234 752	269 694
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 251 253	2 315 408
Impôts, taxes et versements assimilés			49 916	45 170
Salaires et traitements			816 866	948 383
Charges sociales			348 630	400 604
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			297 754	284 382
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			12 481	126 145
Dotations aux provisions				
Autres charges			90 667	89 409
CHARGES D'EXPLOITATION			6 190 389	6 691 081
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 110 646	-1 449 215
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			1 726 644	557 638
Produits financiers de participations				21 019
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			168 539	132 787
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 537 633	380 332
Différences positives de change			20 472	23 500
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 582 314	419 298
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 436 707	269 297
Intérêts et charges assimilées			70 340	63 348
Différences négatives de change			27 701	86 654
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			47 566	
RESULTAT FINANCIER			144 330	138 340
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-966 316	-1 310 876
PRODUITS EXCEPTIONNELS			113 302	229 596
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			113 302	229 596
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
CHARGES EXCEPTIONNELLES			267 149	137
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			92 149	6 769
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			175 000	-6 632
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-153 847	229 459
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-68 442	-95 080
TOTAL DES PRODUITS			6 919 689	6 029 099
TOTAL DES CHARGES			7 971 410	7 015 436
BENEFICE OU PERTE			-1 051 721	-986 337

III. ANNEXE

1 ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 8

- 1.1 ACTIVITE DE LA SOCIETE..... 8
- 1.2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE..... 10

2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE..... 11

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES 15

- 3.1 IMMOBILISATIONS 15
 - 3.1.1 Immobilisations incorporelles..... 15
 - 3.1.2 Immobilisations corporelles..... 16
 - 3.1.3 Immobilisations financières..... 17
- 3.2 EVALUATION DES STOCKS 17
- 3.3 CREANCES ET DETTES..... 18
- 3.4 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT 19
- 3.5 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE..... 19
- 3.6 PROVISIONS REGLEMENTEES 19
- 3.7 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES 19
- 3.8 DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX..... 19
 - 3.8.1 Changement de méthode
d'évaluation..... 19
 - 3.8.2 Changements de méthode de
présentation 19
 - 3.8.3 Informations complémentaires 20

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF 21

- 4.1 CAPITAL ERREUR ! SIGNET NON DEFINI. 15
- 4.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET
INCORPORELLES 21
 - 4.2.1 Tableau des acquisitions et des
cessions de l'exercice 21
 - 4.2.2 Tableau des amortissements..... 22
 - 4.2.3 Provision pour dépréciation des
immobilisations 22
- 4.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES 23

- 4.4 COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE
TRAVAUX EN COURS 23
- 4.5 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS
ET DES CREANCES 23
- 4.6 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES 24
- 4.7 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES ... 25
- 4.8 CREANCES REPRESENTEES PAR DES EFFETS DE
COMMERCE 25
- 4.9 PRODUITS A RECEVOIR 25
- 4.10 COMPTES DE REGULARISATION 26
 - 4.10.1 Charges constatées d'avance..... 26
 - 4.10.2 Ecart de conversion 26

5 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF 27

- 5.1 CAPITAUX PROPRES 27
- 5.2 ETAT DES PROVISIONS 27
 - 5.2.1 Provisions pour risques..... 27
 - 5.2.2 Provisions pour charges..... 28
 - 5.2.3 Provision pour dépréciation des
immobilisations 28
 - 5.2.4 Provision amortissements..... **Erreur !
Signet non défini. 23**
 - 5.2.5 Provisions pour dépréciation des
stocks 29
 - 5.2.6 Provisions pour dépréciation des
créances..... 29
- 5.3 ETATS DES ECHEANCES DES DETTES 30
- 5.4 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES
RATTACHES..... 31
- 5.5 CHARGES A PAYER 31

6 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT 32

- 6.1 VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE
D'AFFAIRES 32
- 6.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 33
- 6.3 TRANSFERT DE CHARGES..... 33
- 6.4 RESULTAT FINANCIER 33
- 6.5 RESULTAT EXCEPTIONNEL 34
- 6.6 IMPOT SUR LES BENEFICES..... 34
 - 6.6.1 Ventilation de l'impôt sur les
bénéfices lié à l'activité 34

6.6.2 Incidence sur le résultat de
l'application des dispositions fiscales 35

7 INFORMATIONS DIVERSES 36

7.1 IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE... 36
7.2 LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS..... 36
7.3 REMUNERATION COMMISSAIRES AUX COMPTES .. 36

7.4 ENGAGEMENTS SUR LE PERSONNEL 37

7.4.1 Engagement en matière d'indemnité
de départ à la retraite 37
7.4.2 Participation des salariés 37
7.4.3 Cessions de droits 37

1 ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Activité de la société

L'ADN de Mastrad reste l'innovation au service du consommateur. Mastrad poursuit la transformation de son catalogue avec une transition technologique et le développement d'ustensiles de contrôle et de mesure de la température, mais aussi prochainement avec une gamme d'ustensiles d'emballage intelligents à travers des produits électroniques et connectés. Mastrad devrait ainsi devenir prochainement un acteur de l'IoT du secteur de la cuisine et de l'organisation domestique.

Le premier trimestre de l'exercice a permis l'introduction de la toute nouvelle sonde meat'it, et le second a vu cette même sonde ainsi que la nouvelle sonde de surface et de profondeur M'control, déjà récompensé lors du salon de Chicago, se développer sur un réseau beaucoup plus important, avec un taux de détention de plus de 30% en France, marquant ainsi les premiers succès, et démontrant aussi le potentiel commercial de la nouvelle gamme.

La signature d'un très important contrat de distribution sur meat'it, avec un acteur majeur et d'envergure internationale dans le secteur de l'électroménager, qui portera ses fruits sur l'exercice prochain, vient confirmer cette tendance. D'autres négociations sur des créneaux industriels, du BBQ mais aussi hôteliers sont en cours avec différents partenaires majeurs qui reconnaissent ainsi notre savoir-faire et notre technologie brevetée. Ces développements devraient ainsi permettre à Mastrad de devenir un acteur du WSN (wireless sensors network), secteur en très fort développement. Ainsi tournant stratégique de l'entreprise par rapport à son core business initial vers des produits plus technologiques à plus forte valeur et répondant mieux aux tendances actuelles est bien entamé.

Mastrad subit néanmoins une baisse de ses ventes sur ses gammes traditionnelles dans la plupart des canaux de distribution, et plus particulièrement dans les magasins de détail. Le constat est le même quel que soit le type de point de vente : le manque de trafic, et concomitamment, la baisse du nombre de magasins.

Par ailleurs, la tendance à la décoration au détriment de la cuisine se poursuit, réduisant ainsi l'espace dédié aux produits du culinaire dans les linéaires des spécialistes. Certaines catégories de clients, jardineries ou revendeurs traditionnels, transforment leurs assortiments pour adapter leur concept à la demande.

Pour lutter contre cette morosité ambiante du off line, aider au sell-out des produits chez ses clients et créer de la valeur chez ses partenaires revendeurs, Mastrad a mis en place des programmes promotionnels par type de réseau tout au long de l'année en fonction de la saisonnalité, et sur des produits adaptés et mieux ciblés selon les canaux de distribution. Des outils merchandising (display, kit vitrines, meubles prêts à vendre de sol et de comptoir, rénovation du mobilier permanent, displays pré-remplis) sont proposés aux clients de façon régulières afin de faciliter et stimuler l'acte d'achats dans le magasin.

Enfin Mastrad croît beaucoup dans la formation des vendeurs/responsables de magasins pour pouvoir répondre aux interrogations des consommateurs. Avec ses nouvelles gammes de produits technologiques et connectés, nécessitant plus de connaissances et de savoir dédié, Mastrad propose des ateliers training dans ses bureaux, ainsi que des plans d'animation et de formation organisés sur les points de vente.

France :

Le chiffre d'affaires est en repli de 4%, passant de 3.549 K€ à 3.393 K€ sur l'exercice clos. Cette baisse d'activité concerne la majorité des secteurs de clientèle.

Les ventes aux détaillants baissent de 15%, confirmant ainsi la réduction de la part des boutiques traditionnelles dans le CA global. Le nombre d'établissements du secteur est lui aussi en baisse de 3% pour les indépendants, et de 9% pour les chaînes et les franchisés. Les chaînes sont très pénalisées : en recul de 18 % contre 17% déjà l'année précédente. L'activité des grands magasins recule elle aussi de 30%, les questions de fréquentation et de trafic dans les cœurs de ville étant au centre des problématiques de la catégorie.

Les consommateurs se détournent des réseaux traditionnels pour reporter leur consommation sur internet, le site e-commerce de la société tout comme les grands sites de ventes internet ayant progressé de + 116%.

De même, le chiffre d'affaires a progressé de 7% dans les magasins d'électro-ménager, ceci étant lié à l'introduction des nouveaux produits électroniques et connectés meat'it et m'control.

Le secteur des soldeurs a lui aussi progressé de 272%, ce qui nous a permis de déstocker des produits non reconduits et d'alléger nos frais de stockage. La catégorie des solderies est celle qui progresse le plus en France avec +46% de magasins sur 2 ans !

Le secteur des grossistes CHR est toujours en progression mais dans une moindre mesure de 9% contre 40% l'année précédente tout comme le secteur des jardineries qui est en progression de 32% contre 10% l'année dernière.

Au cours de l'exercice, le chiffre d'affaires a été pénalisé par des ruptures temporaires sur un certain nombre références, liées à des difficultés structurelles chez certaines usines et à de fortes augmentations de certaines matières premières.

La baisse d'activité modérée de la société en France est le reflet d'une conjoncture difficile et d'une morosité ambiante qui perdure, la crise des gilets jaunes ayant été pour certains clients catastrophique.

Cependant, le deuxième semestre, grâce à une belle dynamique commerciale, a permis largement de compenser les retards pris durant le premier : En effet le CA du 2eme semestre est en hausse de plus de 15% par rapport à celui de N-1.

Export :

En Europe, la baisse de l'activité (**hors Amérique du Nord**) est restée limitée à 2%.

L'Allemagne a progressé de 142% avec un chiffre d'affaires de 262 K€ contre 108 K€ lors de l'exercice précédent, en cause principalement, le lancement de meat'it à l'export qui a commencé avec des catalogues de vente par correspondance, ainsi qu'un distributeur spécialisé dans les jardinerie et les magasins de BBQ.

La Suisse est en baisse de 35% du fait de la non-reconduction d'une opération en B2B, et la Belgique/Luxembourg de 9%, à la suite d'importantes fermetures de magasins outre-quiévrain.

L'Angleterre recule de 12% avec un chiffre d'affaires de 82 K€ contre 93 K€ l'exercice précédent, en cause, l'atonie du marché liée au Brexit, Bonne perspective cependant avec une nouvelle représentation commerciale établie sur place, qui permettra de démarcher de façon beaucoup pérenne les réseaux de clients existants et futurs.

L'Europe du Sud (Espagne, Grèce et Portugal) affiche une baisse globale de 15%. L'Italie en revanche est à +123 grâce à notre participation au salon Homi qui nous a permis de conquérir de nouveaux clients.

L'Europe du Nord est en baisse de 17%, ceci principalement à cause de la perte d'un distributeur qui s'est spécialisé sur d'autres segments de produits et de marques.

La Russie enregistre toujours une progression de 77%, la signature d'un nouveau contrat de distribution exclusive commençant à porter ses fruits.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/07/2018 au 30/06/2019 soit une durée de 12 mois.

Au 30 juin 2019, le compte courant de ORKA a été incorporé dans le compte titres de participation.

Une provision pour dépréciation des titres a été passée.

La société a réalisé trois opérations d'émission de titre donnant accès au capital au cours de l'exercice.

Les deux dernières catégories de BSA attachés aux actions d'ABSA émises en février 2018 ont été exercés en août 2018 et mars 2019 pour un montant brut global de 0,4 m€.

Une augmentation de capital réservée à une catégorie d'investisseurs a été réalisée en novembre 2018 pour un montant brut de 0,4 m€.

La société a également émis en novembre 2018 deux emprunts d'OCABSA le premier à échéance au 13 novembre 2020 et le second à échéance au 13 novembre 2021, pour un montant total de 1m€. Cette émission a été réalisée dans le cadre d'un placement privé.

2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE et PERSPECTIVES.

A l'avenir, la Société entend poursuivre et développer la stratégie mise en place par la direction au cours des deux derniers exercices et qui porte essentiellement sur les axes suivants :

2.1 Un re-positionnement produit high end

La Société réalise toujours des investissements importants en matière de Création-Recherche & Développement permettant de sortir des produits à plus forte valeur ajoutée.

Mastrad se concentre dernièrement sur les produits de mesure et de contrôle de la température et de la conservation des aliments, connectés, segment sur lequel le savoir-faire et l'innovation de Mastrad sont reconnus. Le dernier prix en date, reçu début octobre de la part du Consumer Electronic Show (CES premier salon pour l'innovation et la technologie) à Las Vegas, est une véritable reconnaissance de ce savoir-faire.

Mastrad entend devenir un leader dans cette catégorie en développant une gamme complète sondes de cuisson et de contrôle de la cuisson et de la conservation des aliments.



2.2 Stratégie marketing revue et renforcée

L'objectif est de faire de Mastrad la marque préférée de ses utilisateurs et de ses clients.

Au travers des grands axes suivants, les efforts marketing et commerciaux doivent accentuer le virage pris lors de l'exercice précédent, à savoir se rapprocher des consommateurs et des revendeurs tout en misant sur l'omnicanalité.

Création de la mastrad family... www.mastrad-family.fr

Le site internet dédié de la mastrad family permet d'organiser et de mettre en place des focus group et des tests produits, d'inciter aux témoignages sur les différentes plateformes digitales, et de faciliter l'accès aux informations les plus demandées (notices, recettes,...)

- Anticipation des tendances

Mastrad met en place de nouveaux formats pour le e-commerce (référence avec emballage allégée pour moins de coûts, poids et empreinte carbone ou des gros conditionnements pour les consommables ou encore de nouvelles offres promotionnelles croisées). Les catégories et les gammes existantes sont redynamisées et le catalogue rajeuni.

- Partenariat renforcé avec les revendeurs
- Mastrad réoriente le marketing en faveur du sell in (référencement) plutôt vers le sell out (faire sortir les produits des points de vente des revendeurs).
- Agence de presse

La mise en place d'une nouvelle agence lors de l'exercice précédent, plus orienté sur le digital et les réseaux sociaux a permis de maximiser les retombées presse (démultiplication des portages produits à la presse TV, RADIO en complément de nouvelles actions vers les influenceurs), la communication vers les revendeurs ayant été intensifiée pour être plus proche des actualités marketing. De même, les partenariats avec les blogueurs et les influenceurs ont fortement contribué à faire évoluer la notoriété de la marque auprès de nouveaux consommateurs.

Des plans d'achats de diffusion des 50 nouvelles vidéos format 'mobile' sont poussées via YouTube et Facebook, et une mise à disposition de 'BRAND CONTENT' pour les clients comprenant des vidéos produits pour les nouveaux canaux de communication et les images life style. De même, des mini sites événementiels pédagogiques sont mis en place pour recruter sur des catégories à forte valeur (sondes de cuisine) avec des plans de publicités dédiés (Adwords, Facebook...)

Ainsi depuis janvier 2018 on a pu constater +95% de retombées presse (en nombre absolu mais également en qualité de visibilité media), d'où un accroissement évident de la visibilité de la marque, tant auprès des consommateurs que des revendeurs.

2.3 Re-positionnement des canaux de distribution

L'omnicanalité s'impose, l'évolution du commerce vers plus de digital continuant à s'accélérer, avec une perspective de showrooming pour les revendeurs qui vont avoir tendance à mettre moins de produits en magasin mais plus théâtralisés pour une meilleure expérience clients. Le renforcement des systèmes EDI et des e-catalogue avec le click and collect permettent d'offrir à nos clients la possibilité d'un large choix sans les contraintes d'immobilisation de stock.

Mastrad continue de développer les réseaux digitaux avec son propre site, que ce soit les pure players ou les market place, sans pour autant négliger le réseau traditionnel des détaillants qui reste fortement ancré dans certaines régions.

L'élargissement des grands comptes e-commerce se poursuit avec l'ouverture de C DISCOUNT, HOURS et d'une dizaine de nouvelles market place depuis le début d'année.

Mastrad se positionne également sur des segments professionnels et CHR, un créneau porteur au vu des résultats sur l'exercice clos (vente du gant sécurité grâce à une nouvelle certification obtenue sur des critères plus draconiens).

Mastrad envisage une présence au salon SIRHA lors de la prochaine édition.

Un retour en force dans les jardineries est désormais envisageable avec le produit phare meat'it, ainsi que de nouvelles implantations dans le secteur du tourisme et des activités de plein air, ainsi que des spécialistes du BBQ.

A l'export, les nouveaux axes de développement se situent notamment en Europe de l'Est et en Asie. Un commercial est présent à Mastrad Hong Kong afin de contribuer à la croissance dans cette région.

2.4 Le maintien d'un contrôle qualité strict

Mastrad entend poursuivre l'effort mis en œuvre au cours des exercices précédents sur la maîtrise de la qualité des produits en augmentant les audits auprès de ses sous-traitants. La mise en place de la filiale Mastrad Hong Kong, chargée des contrôles qualité, qui est le reflet de cette volonté, continuera à œuvrer dans cette voie. A cet égard, un ingénieur spécialisé réalise des tests de qualité directement sur les lieux de fabrication. Ceci nous permet d'être plus réactifs et d'économiser des coûts importants liés à la fabrication.

2.5 La maîtrise des coûts fixes

Depuis l'exercice précédent, le Groupe est entré dans une phase de restructuration de ses charges fixes afin de réduire ses coûts de structure et de faire face à cette conjoncture morose.

Ces mesures visent à une réduction des charges de fonctionnement en même temps qu'à un développement du chiffre d'affaires.

Les comptes présentés ont donc été arrêtés suivant le principe de continuité d'exploitation. Toutefois, si ces éléments devaient être moins favorables qu'envisagés, les sociétés pourraient avoir à faire face à un risque de liquidité et à une possible remise en cause du principe de continuité d'exploitation.

Une société, et au-delà un groupe, structurés et dimensionnés pour répondre aux modifications de contextes reflètent la volonté d'adaptation permanente. Cette stratégie, associée à la stricte maîtrise des coûts fixes, permettra de retrouver un développement rentable de la Société.

2.6 Conclusion

Mastrad va poursuivre sa stratégie basée sur l'innovation, la notoriété et l'affect de sa marque durant l'exercice afin d'accroître ses parts de marché aussi bien en France qu'à l'international. Mastrad affine sa politique de sortie de nouveaux produits en proposant des produits plus pertinents, à plus forte valeur ajoutée et plus forte barrière à l'entrée, et encore mieux adaptés aux exigences du consommateur.

* * *

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

La société rencontre de graves difficultés économiques depuis trois ans, même si des efforts et des réductions de charges ont été entrepris précédemment.

Malgré l'ensemble des éléments relatés au paragraphe 1 de la présente annexe (décroissance de l'activité, tensions de trésorerie, pertes accumulées...) les perspectives de croissance quant aux nouveaux produits commercialisés nous permettent d'établir les présents comptes sociaux selon le principe de la continuité d'exploitation.

En conséquence, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Toutefois, si ces éléments devaient être moins favorables qu'envisagés, la société pourrait avoir à faire face à un risque de liquidité et à une possible remise en cause du principe de continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels couvrant la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France pour l'établissement des comptes annuels ouverts à compter du 1er janvier 2005.

3.1 Immobilisations

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les frais de recherche et de développement sont amortis sur une durée de 5 ans. Au 30 juin 2019, ils s'élèvent à 436 476 € et ils correspondent aux frais d'achats de dessins auprès de designers.

Les amortissements des brevets sont pratiqués suivant le mode linéaire sur une durée de 10 ans. Les droits liés aux brevets, acquis par la société MASTRAD au moyen de redevances, sont comptabilisés en autres charges.

Au 30 juin 2019, les montants qui demeurent enregistrés au compte brevets, correspondent aux brevets acquis par la société Mastrad SA.

Le poste de Concessions, Brevets et droits similaires, dont la valeur brute totale est de 654 817 €, dont une augmentation de 37 779€ relative à divers films promotionnels.

Les brevets sont identiques à l'exercice précédent 2017-2018.

A la date du 30 juin 2019, aucune perte de valeur n'est à constater, en complément des amortissements pratiqués, au vu de la valeur d'utilité des immobilisations incorporelles. En conséquence, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

3.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée :

*Matériel industriel	5 ans
*Agencements	10 ans (stand sur 3 ans)
*Mobilier	5 à 10 ans (stand sur 3 ans)
*Matériel de transport	5 ans
*Matériel Informatique	5 ans

Au cours de l'exercice, des investissements en immobilisations corporelles ont été réalisés pour un total de 524 729 €. Ces investissements sont principalement constitués de :

- Matériels et outillages pour 337 585 €
- Informatique pour 17 675€ & les avances et acomptes concernant principalement de l'outillage industriel pour 169 469 €

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

3.1.3 Immobilisations financières

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La société MASTRAD détient au 30 juin 2019

- 100 % du capital d'ORKA pour un total de 14 970€,
- 100 % du capital de MASTRAD Inc. pour un montant de 500 000 \$,
- 100 % du capital de MASTRAD HONG KONG LIMITED, pour un montant de 10 000 HKD
- 25 % du capital de T.K.B, pour un montant de 2 055 603 €

Nous avons incorporé le compte courant ORKA ainsi que les intérêts de l'exercice dans le compte de participations et avons passé une dépréciation des titres de participations à hauteur de 1 375 300€.

Une dépréciation concernant les créances rattachées à des participations (emprunt obligataire) de TKB a été constatée suite à la procédure de sauvegarde soit 350 000€ sur l'exercice 2013-2014. (voir provision pour risques) La société TKB est actuellement en redressement judiciaire depuis le 21 avril 2017.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Ce principe justifie la non dépréciation des titres de participation à l'actif du bilan. Il en va de même des créances rattachées aux participations classées en comptes de Groupe 45 (cf ci-dessous en 3-3).

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garanties pour 224 683€ principalement lié au loyer (40k€) et à l'affacturage BNP FACTOR (30k€).

Il a été provisionné les cautions versées à la BNP et au CIC pour le compte de TKB pour un montant de 150K€.

3.2 Evaluation des stocks

La valorisation des stocks est faite au coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Ce coût est calculé à partir du prix de revient qui correspond :

- au prix d'achat en euro, au cours fixé pour la livraison,
- augmenté des droits de douane, et des frais de transport à la charge de l'entreprise jusqu'à l'entrée à l'entrepôt.
- pour les livres, des droits d'auteur forfaitaires sont ajoutés.

Les stocks sont dépréciés à 100% pour les produits défectueux, et à 30% pour les produits de second choix.

Les produits à rotation lente sont dépréciés à 10% pour les produits stockés pendant 18 mois, 20% pour 36 mois, 50% pour 54 mois, 75% pour 72 mois, 90% pour 90 mois et 100% s'il n'y a aucune rotation.

Au 30 juin 2019, le stock s'élève à 2 215 825€ ; la provision pour stock lent et défectueux est de 575 937€.

3.3 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire correspond à la valeur effective de la créance que la société considère comme recouvrable.

Ce calcul tient compte des remboursements de l'assurance crédit.

Au 30 juin 2019, le poste clients s'établit à 1 157 319 € provisionné à hauteur de 324 022 €. Les nouvelles créances douteuses ont été provisionnées à hauteur de 25% de leur montant hors taxes pour une 1ère relance, 50% pour un retard de paiement d'un mois, 75% pour 1 mois et demi et 100% au delà.

Les créances antérieures sont provisionnées, en fonction du risque estimé, entre 50 et 100% de leur montant total hors taxes. Une provision pour les comptes clients TKB à hauteur de 258 099€ a été faite au cours des années antérieures.

Les autres créances sont principalement constituées par les comptes courants des sociétés filiales qui s'élèvent à 512 291€ pour Mastrad HKG, 4 241 758€ pour Mastrad Inc, 907 360€ pour TKB et ORKA pour 10€, auxquels il convient de rajouter les intérêts courus sur comptes courants de 166 501€ pour l'ensemble des comptes courants.

Ces créances rattachées à des participations ne sont pas dépréciées selon un principe énoncé ci-dessus au 3-1-3.

La créance de 907 360 € détenue sur TKB est provisionnée à 100% depuis le 30 juin 2014.

Le solde restant étant constitué de créances sur l'Etat, d'impôts divers et de TVA.

Un emprunt obligataire a été émis en Novembre 2019 d'un montant de 499K€ remboursable en Novembre 2020 et un second à la même date d'un montant de 499K€ remboursable en Novembre 2021.

Au 30 juin 2018, reste un montant en principal de 40 K€ au titre de l'emprunt obligataire émis en Juillet 2017.

3.4 Valeurs mobilières de placement

A la clôture de l'exercice, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 24,29 €. Elles sont constituées par un solde d'actions non distribuées dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions réservées aux salariés.

3.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 30 juin 2019 à 316 041€, elles correspondent principalement à des charges relatives au 1er semestre 2019.

3.6 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

3.7 Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été constituées à hauteur de :

- 26 024€ pour écart de conversion sur les transactions en monnaies étrangères et essentiellement sur les échanges en Dollars.
- 175 000€ pour un litige avec CMP lié à une contre façon (160K€) ainsi qu'un litige avec une salariée (15K€)

3.8 Dérogations aux principes généraux

3.8.1 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.8.2 Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.8.3 Informations complémentaires

EFFECTIF ET REPARTITION PAR SERVICE

effectif commerciaux-RD et Marketing			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	8	6	14
EMPLOYE	2	1	3
TOTAL	10	7	17

effectif back -Office			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	1	3	4
EMPLOYE	0	2	2
TOTAL	1	5	6

effectif Total			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	9	9	18
EMPLOYE	2	3	5
TOTAL	11	12	23

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1 Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 30/06/2019
Frais d'établissement et de développement	716 311	103 050			819 361
Autres postes d'immobilisation incorporelles	907 746	318 393		342 252	883 886
Total 1 Incorporelles	1 624 057	421 443	0	342 252	1 703 247
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	83 381				83 381
Installations techniques, matériels et outillages	2 527 773	337 585			2 865 358
Matériel de transport	8 967				8 967
Matériel de bureau et informatique, mobilier	811 756	17 675			829 431
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	3 431 877	355 260	0	0	3 787 137
Immobilisations corporelles en cours (1)					
Total 3 Encours Corporelles	0	0	0	0	0
Acomptes	281 244	169 470		271 257	179 457
TOTAL	5 337 178	946 173	0	613 509	5 669 842

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2 Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 30/06/2019
Frais d'établissement et de développement	505 125	63 422		568 547
Autres immobilisations incorporelles	589 306	26 912		616 218
Total 1	1 094 431	90 334	0	1 184 765
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	49 774	5 878		55 652
Installations techniques, matériels et outillages	2 223 854	177 151		2 401 005
Matériel de transport	8 039	929		8 967
Matériel de bureau informatique, mobilier	726 674	23 461		750 135
Emballages récupérables et divers		1 913 910		
Total 2	3 008 341	207 418	0	3 215 759
TOTAL	4 102 770	297 752	0	4 400 524

4.1.3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5-3-3 Etat des provisions](#).

4.2 Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 30/06/2018	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 30/06/2019	Provision	Valeur Nette au 30/06/2019
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	2 452 355	2 998 258	1 632 988	3 817 625	3 430 903	386 723
Autres titres immobilisés	350 001			350 001	350 001	
Prêts et autres immobilisations financières	206 085	66 776	48 177	224 683	150 722	73 962
TOTAL	3 008 440	3 065 033	1 681 164	4 392 309	3 931 626	460 684

4.3 Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 30/06/2019
Matières premières			
Marchandises	2 215 825	575 938	1 639 887
Produits finis			
En-cours de production de biens	8 267		8 267
En-cours de production de services			
TOTAL	2 224 092	575 938	1 648 154

4.4 Provisions pour dépréciation des stocks et des créances

Se référer au paragraphe [5-3-4 et 5-3-5 Etat des Provisions](#).

4.5 Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 7 842 855 € en valeur brute au 30/06/2019 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	224 683	224 683	0
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	224 683	224 683	
ACTIF CIRCULANT :	8 033 407	8 033 407	0
Clients	749 275	749 275	
Clients douteux	408 045	408 045	
Personnel et comptes rattachés	1 030	1 030	
Organismes sociaux	284	284	
Etat : impôts et taxes diverses	248 465	248 465	
Groupe et associés	5 809 324	5 809 324	
Débiteurs divers	85 707	85 707	
Charges constatées d'avance	316 041	316 041	
TOTAL	7 618 171	7 618 171	0
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

4.6 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 30/06/2019	Net 30/06/2018
Créances clients et comptes rattachés	1 157 320	324 023	833 297	796 920
Autres créances	6 144 811	1 056 517	5 088 294	4 194 765
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	7 302 131	1 380 540	5 921 591	4 991 685

Dont créances Groupe :

Chiffres exprimés en euros	2019	2018
Clients sociétés affiliées consolidées France	1 320 172	1 455 831
Clients sociétés mères et Divers		
Clients sociétés affiliées consolidées	4 697 207	4 518 551
Clients factures à établir Groupe		
TOTAL	6 017 379	5 974 382

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au [paragraphe 3-3](#).

4.7 Créances représentées par des effets de commerce

Les effets de commerce sont inclus dans le poste « Créances clients et comptes rattachés » :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Effets de commerce	0	0
TOTAL	0	0

4.8 Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Rabais, remises, Ristournes à obtenir	24 625	72 179
Produits à recevoir		
Clients – Factures à établir	3 086	30 425
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant	132 010	101 330
TOTAL	159 721	203 934

4.9 Comptes de régularisation

4.9.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 316 041 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Charges d'exploitation	316 041	331 647
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	316 041	331 647

4.9.2 Ecart de conversion

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur au moment de l'opération.

Les créances, les dettes et les disponibilités figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture de l'exercice.

Lorsque l'application du taux de conversion a pour effet de modifier les montants des créances ou des dettes en monnaie nationale qui ont été précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures.

- Lorsque la différence correspond à une perte latente, celle-ci est enregistrée au compte écart de conversion – Actif. Parallèlement, la perte latente entraîne la constitution d'une provision pour risque d'égale montant, non déductible fiscalement.
- Lorsque la différence correspond à un gain latent, celle-ci est enregistrée au compte Ecart de conversion – Passif. Le gain latent n'intervient pas dans la formation du résultat, Il est enregistré au passif du bilan.

ECART ACTIF		ECART PASSIF	
	Euros		Euros
Diminution des créances	13 424	Diminution des dettes	7 084
Augmentation des dettes	12 600	Augmentation des créances	36 957
TOTAL	26 024	TOTAL	44 041

5 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1 Capital

Le capital est composé de 17 202 730 actions à 0,14 € de valeur nominale.

5.2 Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2018 :

Les comptes de l'exercice 2018 ont fait apparaître un résultat de 986 337 €.

Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce déficit a été affecté comme suit :

- le solde au poste « Autres réserves ».

5.3 Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

5.3.1 Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Provisions pour litige prud'homal		175 000		175 000
Provisions pour garantie Clients				
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provisions pour pertes de change	121 002	26 024	121 002	26 024
TOTAL	121 002	201 024	121 002	201 024

5.3.2 Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	22 782		22 782	
TOTAL	22 782	0	22 782	0

5.3.3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	2 080 603	1 375 300	25 000	3 430 903
Provisions autres immos financières	477 946	22 776		500 722
TOTAL	2 558 549	1 398 076	25 000	3 931 625

5.3.4 Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Matières premières				
Stocks défectueux	15 633	0	2 433	13 200
Stocks lents	608 476		45 738	562 738
TOTAL	624 109	125 851	62 672	575 938

5.3.5 Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Poste : Clients douteux	53 882	12 481	439	65 924
Poste : Autres créances douteuses TKB	258 099	0	0	258 099
TOTAL	311 981	12 481	439	324 023

5.3.6 Provisions pour dépréciation des autres créances

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Poste : Compte courant ORKA	1 341 588	12 586	1 354 164	10
Poste : Compte courant TKB	907 360	0	0	907 360
TOTAL	2 248 948	12 586	1 354 164	907 370

5.4 Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 807	1 807		
Autres emprunts obligataires	1 039 996	40 000	999 996	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	2 666	2 666		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 160 727	1 160 727		
Personnel et comptes rattachés	66 967	66 967		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	105 777	105 777		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	35 700	35 700		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	113 100	113 100		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 283	6 283		
Autres dettes	540 948	540 948		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 073 969	2 073 973	999 996	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 005 331			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	70 203			

5.5 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Fournisseurs Groupe		
Fournisseurs France	638 114	457 116
Fournisseurs Etrangers	358 892	471 896
Effets à Payer autres que le Groupe		
Effets à payer Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues	163 720	186 977
Valeurs nettes comptables	1 160 726	1 115 989

5.6 Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 160 727	1 115 989
Dettes fiscales et sociales	321 543	397 145
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	1 807	6 674
Autres emprunts obligataires	1 039 996	100 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 666	4 143
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 532	31 373
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	547 231	816 931
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	3 076 501	2 472 255

6 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2019		Total	Exercice 2018
	France	CEE + Export		Total
Ventes de marchandises	3 339 332	1 477 329	4 816 661	4 993 683
Ventes de produits finis	-27 133	-13 741	-40 874	-12 178
Production vendue de services	80 969	39 793	120 762	100 258
Chiffre d'affaires	3 393 168	1 503 381	4 896 549	5 081 763
%	69,30 %	30,70 %	100,00 %	

6.2 Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Production stockée		
Production immobilisée	131 167	86 936
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation		
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	52 027	73 167
TOTAL	183 194	160 103

6.3 Transfert de charges

La société Mastrad SA a facturé au titre de la répartition des frais généraux entre les sociétés du groupe (frais de personnel, charges sociales, loyer, royalties) :

- 15 519€ HT à la société Mastrad Finance.
- 38 552€ HT à la société Mastrad Inc.

Ces sommes sont comptabilisées au compte 7088.....

6.4 Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 144 330 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS FINANCIERS	1 726 644	557 638
Produits financiers de participations		21 019
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	168 539	132 787
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 537 633	380 332
Différences positives de change	20 472	23 500
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	1 582 314	419 298
Dotations financières aux amortissements et provisions	1 436 707	269 297
Intérêts et charges assimilées	70 340	63 348
Différences négatives de change	27 701	86 654
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	47 566	
RESULTAT FINANCIER	144 330	138 340

6.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -153 847 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	113 302	229 596
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	113 302	229 596
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	267 149	137
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	92 149	6 769
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	175 000	-6 632
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-153 847	229 459

6.6 Impôt sur les bénéfices

La société MASTRAD est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère, la société MASTRAD .

6.6.1 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

Résultats	Bénéfices comptables avant impôt (en K€)	Réintégrations et déductions (en K€)	Résultat fiscal (en K€)	Montant de l'impôt théorique (en K€)	Report déficitaire à imputer IS (en K€)	Dû	Résultat net après impôt (en K€)
TOTAL		0	299 102			-68 442	-1 051 721

Exercice 2019		
Bénéfice comptable de l'exercice		
1. Réintégrations fiscales		1 610 481
2. Déductions fiscales		259 657
Détermination du résultat fiscal	BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	299 102	
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		299 102
RESULTAT FISCAL		0

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

6.6.2 Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2019
Résultat de l'exercice	
- Impôt sur les bénéfices	
- Crédits d'impôts :	0
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	
réduction d'impôt en faveur du mécénat	
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
autres imputations	
Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)	0
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	0
Résultat hors dispositions fiscales	0

7 INFORMATIONS DIVERSES

7.1 Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société mère sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société SA MASTRAD 34 Boulevard de Picpus 75012 PARIS - FRANCE.

7.2 Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Nb d'actions	Capital détenu	Capitaux propres y compris résultat	Résultat Net
MASTRAD INC (USA)	100	100%	- 5 229 398 USD	- 784 161 USD
MASTRAD HK (HONG KONG)	9999	100%	- 124 698 HKD	62 643 HKD
TKB	2 364 918	25%	NON ETABLI	NON ETABLI
ORKA SAS (FR)	1 497	100%	- 1 968 €	- 16 908 €

7.3 Rémunération Commissaires aux comptes :

Les honoraires payés sur l'exercice 2018/2019 s'élèvent à 36 720€ TTC.

7.4 Engagements sur le personnel

7.4.1 Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Au niveau des comptes sociaux, Mastrad SA ne comptabilise pas de provision retraite.

Cependant, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée au niveau des comptes consolidés pour un montant de 19 376€.

7.4.2 Participation des salariés

En application des articles L.3321-1 et suivants du code du travail, il est institué un régime de participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

La participation est liée aux résultats de l'entreprise. Elle existe en conséquence dans la mesure où ces derniers permettent de dégager une réserve de participation positive.

7.4.3 Cessions de droits

ENGAGEMENTS SUR CONTRATS DE CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE INTERVENUS ENTRE LA SOCIETE ET 2 AUTEURS :

La signature de 2 contrats de cession de droits de propriété intellectuelle, à effet du 1er octobre 2005, qui remplacent les contrats existants, auxquels sont adossés des pactes de préférences au bénéfice de la société MASTRAD, donnent lieu à une rémunération qui varie de 0,50 % à 2 % du chiffre d'affaires réalisé à partir des produits créés par les auteurs intervenant conjointement ou séparément.

Date d'arrête	30/06/2019	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2016	30/06/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 408 382	2 061 493	1 349 306	884 129	884 129
Nombre d'actions					
- ordinaires		14 724 951	9 637 902	6 315 206	6 315 206
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 859 079	5 054 031	6 614 454	9 278 835	11 176 169
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-784 465	-851 979	-1 044 095	-685 189	-1 243 013
Impôts sur les bénéfices	-68 442	-95 080	-75 015	-83 929	-103 724
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	335 698	229 438	2 371 564	336 904	-1 184 767
Résultat net	-1 051 721	-986 337	-3 340 644	-938 164	45 479
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0	-0,05	-0,1	-0,1	-0,18
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	-0,07	-0,35	-0,15	0,01
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés		24	24	31	41
Masse salariale	816 866	948 383	981 564	1 313 079	1 742 557
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	348 630	400 604	372 969	529 548	620 632